



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

LE RÔLE DE LA POLICE COLLABORATIVE DANS LA LUTTE CONTRE L'EXTREMISME VIOLENT TABLE RONDE BIOGRAPHIES

Leadership

Daniel Hampton, Colonel à la retraite est directeur adjoint du CESA. Il apporte plus de 20 ans d'expérience à élaborer et à mettre en œuvre en Afrique la stratégie et la politique en matière de défense des Etats-Unis. A titre de professeur de pratique en études de sécurité, il supervise le programme d'enseignement et la gestion des programmes dans les domaines du renforcement des institutions de défense, la stratégie de sécurité nationale et la coopération civilo-militaire.

Au cours de ses trente années d'officier de carrière dans l'armée, le Colonel Hampton a occupé le poste d'officier supérieur de la défense des Etats-Unis et d'attaché de défense au Malawi, Lesotho, Swaziland et Zimbabwe. Il a été, par ailleurs, le conseiller influent en matière de politique générale au Président des Chefs d'état-major interarmées dans la région de la Corne d'Afrique.

Le Colonel Hampton est titulaire d'une maîtrise en études africaines de l'université de l'Illinois, d'une maîtrise en études stratégiques de l'Ecole supérieure de guerre des Etats-Unis de Carlisle en Pennsylvanie et d'une licence en histoire obtenue à l'université de Wake Forest à Winston-Salem en Caroline du Nord.

M. Idriss Mounir Lallali est le Directeur par intérim du Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme (CAERT), depuis 2019 et également en tant que Directeur par intérim depuis avril 2017. Tout au long de sa carrière dans cette prestigieuse institution, faisant partie d'une équipe multidisciplinaire désignée par l'UA pour lancer le Centre, il a dirigé la conception et le développement du Système continental d'alerte précoce au terrorisme CT-CEWS du CAERT, et a géré une équipe d'analystes qui effectuent des analyses politiques, des études, des synthèses et des évaluations sur le terrorisme en Afrique.

M. Lallali, en sa qualité de chef de l'unité d'alerte et de prévention, a représenté la Commission de l'union africaine lors des visites de pays en Afrique effectuées par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations unies. Il dirige également une équipe d'experts du CAERT qui évalue la capacité de lutte contre le terrorisme des États membres de l'union africaine et fournit une assistance pour l'élaboration de stratégies nationales et régionales de lutte contre le terrorisme et de plans d'action de prévention de l'extrémisme violent, ainsi que pour la création de centres nationaux et régionaux de lutte contre

le terrorisme et de centres de fusion. Il a également participé à la Mission conjointe d'évaluation ONU-UA au Sahel pour évaluer les conséquences de la crise libyenne, une mission dont le rapport a été discuté au Conseil de sécurité de l'ONU et qui constitue la base sur laquelle la stratégie intégrée de l'ONU pour le Sahel a été élaborée. Il a récemment été membre de l'évaluation stratégique conjointe ONU-UA de la situation de la gouvernance et de la sécurité au Sahel, dirigée par l'ancien président du Niger S. E. Mahamadou Issoufou. E. Mahamadou Issoufou (Cette évaluation, entreprise au nom des Nations unies, de l'union africaine, de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et du G5 Sahel, présentera des propositions sur la manière de renforcer la réponse internationale globale à la crise au Sahel).

M. Lallali est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en gestion de la sécurité d'entreprise de l'université de Cranfield (Royal Military College of Science : RMCS) au Royaume-Uni ; d'un MBA en affaires internationales du Regent's College de Londres ; d'un MA en gestion de la sécurité de l'université Webster aux États-Unis d'Amérique ; et d'une licence en finances de l'université d'Alger

Dr. Anouar Boukhars est professeur de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Dans ce domaine il collabore étroitement avec les dirigeants du secteur de la sécurité, qu'ils soient représentants de l'État ou d'organisations non-gouvernementales afin d'élaborer des activités et programmes relatifs à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ses travaux de recherche sont axés sur les dynamiques de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique.

Avant de rejoindre le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, il était chargé de recherche non titulaire dans le cadre du programme sur le Moyen-Orient au Carnegie Endowment for International Peace et professeur associé de relations internationales au McDaniel College à Westminster dans le Maryland. Au cours des dix dernières années, le Dr. Boukhars a été membre de plusieurs comités consultatifs et de comités sur le Sahel et l'Afrique du Nord, dont l'African Peacebuilding Network du Social Science Research Council. D'août 2015 à juillet 2017, le Dr. Boukhars a siégé à l'Institute for Peace and Security Studies d'Addis-Abeba en Éthiopie en qualité d'animateur principal de son programme phare : la maîtrise de gestion de la paix et de la sécurité en Afrique.

Ses ouvrages ont été publiés dans des revues telles que : Journal of Conflict Studies, International Political Science Review, Middle Eastern Studies, the Africa Center for Strategic Studies' Africa Security Brief, European Security, Journal of the Middle East and Africa, Counter Terrorism Center Sentinel, World Politics Review, Al Jazeera Center for Studies, Orient et Terrorism Monitor. Le Dr. Boukhars effectue souvent des travaux sur le terrain pour l'Union africaine, la Banque mondiale, les Nations Unies, le département d'État américain ainsi que pour des gouvernements européens.

Mr. Boukhars est titulaire d'un doctorat en études internationales de la Old Dominion University de Norfolk en Virginie, d'un master en sciences sociales appliquées de l'Université

Al Akhaweyn d'Ifrane au Maroc et d'une licence en littérature anglaise de l'Université Ibn Tofail de Kenitra au Maroc.

Facilitateurs

Dr. Daisy Muibu est professeure adjointe d'études de sécurité au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Ses travaux portent sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que sur la gouvernance du secteur de la sécurité dans les États touchés par un conflit. Elle dirige le portefeuille de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ainsi que celui de la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

Avant de rejoindre le CESA, Dr. Muibu était chargée de recherche à la Harvard T.H. Chan School of Public Health et professeure adjointe au département de criminologie et de justice pénale de l'université d'Alabama. Son travail sur l'influence des combattants étrangers sur les groupes armés et sur la réforme du secteur de la sécurité dans les régions touchées par les conflits l'a amenée à travailler sur le terrain en Somalie et au Kenya, où elle a mené des enquêtes et des entretiens auprès des communautés. Ses travaux ont été publiés dans des revues universitaires telles que *Dynamics of Asymmetric Conflict*, *South African Journal of International Affairs*, *The Journal of the Middle East and Africa*, *Conflict, Security and Development*, *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism*, et le *Combating Terrorism Center*. Dr. Muibu a également bénéficié de plusieurs bourses de recherche, notamment dans le cadre du National Counterterrorism Innovation, Technology, and Education (NCITE), de l'Initiative des Nations unies pour la paix et la réconciliation en Somalie, de l'Association pour l'étude du Moyen-Orient et de l'Afrique et de l'Université d'Alabama.

Dr. Muibu est titulaire d'un doctorat en justice, droit et criminologie de l'Université américaine de Washington D.C. (2020), d'une maîtrise en enseignement et sécurité internationale du King's College de Londres (2015) et d'une licence en relations internationales de l'Université internationale des États-Unis d'Amérique - Afrique (2014).

Christian Emmanuel Mouaya Pouyi a le grade de Colonel dans les Forces Armées Congolaises (République du Congo). Il a rejoint le Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme en 2007 en tant que spécialiste de l'alerte et de la prévention, de l'analyse, des études et des publications, avant d'occuper à partir de 2016 le poste de chef de l'unité Formation et équipement. Avant de rejoindre l'Union africaine, Christian Emmanuel a été chef de la division de la stratégie de défense à la direction générale des affaires stratégiques du ministère de la défense nationale. Avant de rejoindre l'Union africaine, Christian Emmanuel a été chef de la division de la stratégie de défense à la direction générale des affaires stratégiques du ministère de la défense nationale. Il a également servi comme observateur militaire dans la mission des Nations Unies en Angola en 1996 (UNIVEM III) et en Côte d'Ivoire en 2004-2006 (ONUCI). Il est titulaire d'un Master II en droit (2021) de l'université de Nantes (France), d'un Master of

Arts en pédagogie (1988) du Haut Collège militaire et des sciences politiques de Minsk, en Biélorussie. Christian Emmanuel est également diplômé de l'Ecole d'Etat Major des Forces Armées Congolaises (2007).

Panélistes

Mme Anneli Botha est consultante indépendante sur la radicalisation, la déradicalisation, la réintégration et le terrorisme en Afrique. Elle a travaillé sur plusieurs projets avec différentes agences des Nations unies, dont l'ONUDC, et précédemment dans le cadre du projet « Voyage vers l'extrémisme en Afrique : motivations, incitations et cap du recrutement » du PNUD. Outre la recherche et le conseil politique, elle a été à l'avant-garde de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives de renforcement des capacités des acteurs de la justice pénale en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, en particulier en Afrique de l'Est. Entre 2017 et 2022, elle a été associée au département d'études politiques et de gouvernance de l'Université de l'État libre en Afrique du Sud. De 2003 à 2016, elle a travaillé comme chercheur principal sur le terrorisme à l'Institut d'Études sur la Sécurité (Institute for Security Studies ou ISS) à Pretoria, en Afrique du Sud.

M. Joseph Boinnet est Conseiller adjoint à la Sécurité Nationale du Kenya. M. Boinnet a effectué une longue et brillante carrière au sein du gouvernement, notamment au sein des services de police. Au cours de son parcours, il a occupé les fonctions de secrétaire administratif au tourisme et de directeur général de la police. M. Boinnet a rejoint les services de renseignement en 1998 après avoir été officier de police depuis 1984, où il a gravi les échelons jusqu'à devenir directeur général de la police. Pendant son mandat de directeur général, il a supervisé le programme de modernisation des services. Sous sa direction, la police nationale a investi massivement pour se doter des outils et équipements nécessaires et regrouper les deux unités de la Police de l'Air et des frontières et de la police régulière au sein d'un commandement unique. À l'issue de son mandat constitutionnel en 2019, il a été nommé par le président sortant Uhuru Kenyatta au poste de secrétaire administratif en chef pour le tourisme. À l'approche des élections générales de 2022, il a démissionné pour se présenter au poste de gouverneur d'Elgeiyo Marakwet. Auparavant, M. Boinnet a également travaillé dans les missions kenyanes à Harare et à Rome en tant que responsable de section, avant d'être détaché au ministère des Affaires Étrangères en tant que chef du protocole.

Dr. Lassina Diarra est diplômé de Science politique : option Sécurité et Défense. Il est actuellement Directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme. Une fonction qu'il combine avec sa profession de chercheur et d'enseignant. Lassina Diarra enseigne dans des universités, telles que l'Institut universitaire d'Abidjan où il dispense des cours : les Relations internationales, la géopolitique et les nouvelles

formes de violence ; la Chaire Unesco à l'Université Félix Houphouët-Boigny. Aussi, il enseigne dans des Écoles militaires, dont l'École nationale supérieure des armées du Bénin, l'École de guerre en Côte d'Ivoire (...). Il y enseigne, entre autres, la Pensée stratégique, des mouvements infra-étatiques transnationaux, des entités intégrationnistes. Lassina est également chercheur dans plusieurs think tank, en l'occurrence, Timbuktu Institute au Sénégal, Centre4S, en Mauritanie, également expert-consultant à Elva Community aux Pays-Bas. Ses recherches portent globalement sur les questions de sécurité et de Défense en Afrique, en particulier le terrorisme.

A ce titre, il est auteur de plusieurs articles scientifiques et ouvrages dont :-Islamisme et violence en Afrique de l'Ouest : Du prosélytisme salafi au jihad armé, Policy for new south ; Radicalisation et perception de la menace terroriste dans l'extrême Nord de la Côte d'Ivoire : Le cas de la région du Bounkani, Timbuktu Institute. - Man, Foyer de radicalisation en Côte d'Ivoire, entre ethnicité, migration et ambition de conquête, Policy for new south ; - Le terrorisme au Sahel : enjeux et défis de la lutte contre une menace transnationale, CREMPESA, Yaoundé ; - Formation des forces armées ouest africaines dans la lutte contre le terrorisme : Défis et perspectives d'une transformation, Revue paix et sécurité ; -Le courant wahhabo-salafiste à San Pedro : Du prosélytisme à la revendication de la chariaa, Centre 4S ; -Face au terrorisme et criminalité transnationale, du complexe de sécurité au défi de la construction d'une communauté africaine de la Défense, Policy for new south ; - La CEDEAO face au terrorisme transnational : mécanismes et stratégies de lutte, Ed L'Harmattan, Paris,

M. Tapé Bérenger Kama est conseiller du Bureau des Affaires Internationales des Stupéfiantes et de l'Application de la Loi au sein du ministère de l'intérieur et de la sécurité de Côte d'Ivoire. Il a dirigé avec succès le programme de police de proximité suivant le modèle du Bureau des Affaires Internationales des Stupéfiantes et de l'Application de la Loi dans l'ouest et le centre de la Côte d'Ivoire, qui s'étend maintenant aux régions du nord. Avec 21 ans d'expérience dans le secteur de la sécurité, il est un expert en matière d'application de la loi internationale et d'engagement communautaire.

Avec 11 années passées au sein de la police et la gendarmerie, M. Kama a joué un rôle essentiel dans le renforcement des capacités des professionnels ivoiriens chargés de l'application de la loi. Ses efforts garantissent le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme tout en luttant contre la criminalité nationale et transnationale, en favorisant la sécurité publique et en luttant contre le terrorisme. Titulaire d'un doctorat en relations internationales et diplomatiques, M. Kama est un membre éminent de l'Association internationale des chefs de police (AICP). Son parcours universitaire et professionnel lui fournit les outils nécessaires pour favoriser la confiance et la transparence entre les services de police et les communautés qu'ils servent, ce qui est essentiel pour la stabilité des communautés, la sécurité des agents et l'efficacité des services de police.

Il est Médaillé de la Gendarmerie Nationale, échelon Bronze (mai 2023), Médaillé d'Honneur de la Police Nationale (décembre 2019) et auteur de la « Doctrine de Police de Proximité et Sécurité Citoyenne » (2022).

M. Hassane Koné est chercheur principal au bureau régional de l'Institut d'Études sur la Sécurité (ISS) à Dakar. Colonel retraité de la gendarmerie mauritanienne, il possède 34 ans d'expérience, dont 20 ans dans le domaine du renseignement.

De 2012 à 2015, il a été attaché militaire à l'ambassade de Mauritanie au Mali avec accréditation au Niger et au Burkina Faso, chargé de liaison avec les commandements de l'opération française Serval, de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

En 2016, il a été nommé Inspecteur Général des Forces armées et de sécurité mauritaniennes.

Après avoir pris sa retraite en août 2019, il a rejoint l'Institut d'Études sur la Sécurité (ISS) en septembre 2019. Puis, du 1er mars 2020 au 30 juin 2021, il a fait partie de l'équipe de soutien au programme de réforme du secteur de la sécurité, composante défense en RDC.

L'inspecteur en chef Santos Robert Manana, Conseiller de sécurité intérieure, est un stratège expérimenté en matière de sécurité, de planification stratégique, d'évaluation des risques, d'analyse des conflits et un excellent chef d'équipe, enquêteur judiciaire et expert en renseignements. Il possède 20 ans d'expérience professionnelle au sein des services de la police nationale et 15 ans de participation active à la lutte contre le terrorisme à ce jour. Il travaille actuellement à la direction des enquêtes criminelles de l'unité de police antiterroriste en tant que chef d'état-major et des opérations, où il joue un rôle crucial dans la lutte contre le terrorisme. Il est titulaire d'une licence en administration et gestion des affaires, d'un master en gestion stratégique et poursuit actuellement un doctorat en études sur la paix et les conflits à l'université des sciences et technologies de Masinde Muliro. Il rédige actuellement sa thèse intitulée « Dynamique de l'intervention des forces régionales de la Communauté de l'Afrique de l'Est dans la gestion des conflits internes en République démocratique du Congo » et s'est rendu à Goma, dans l'est de la RDC, au Rwanda, en Ouganda et au Burundi pour collecter des données pour ses recherches.

L'inspecteur en chef Santos est un formateur international accrédité auprès de l'Institut de Leadership et de Management (ILM). Il a fait ses preuves dans la résolution d'affaires complexes liées au terrorisme et dans la formation d'acteurs de la justice et d'agents des forces de l'ordre, tant au niveau local qu'international, sur les nouvelles menaces qui pèsent sur la paix, les conflits et la sécurité dans le monde, ainsi que sur la lutte contre le terrorisme. Son dévouement dans le domaine de la lutte contre le terrorisme lui a valu des éloges du chef de l'État, soulignant ses compétences exceptionnelles et son engagement à garantir la justice et la sécurité dans la société.

Le colonel (retraité) Gelffin Guest Marrow est un ancien officier de carrière au sein des Forces de défense du Kenya (Kenyan Defence Forces ou KDF) possédant une longue expérience des

opérations de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, des approches multi-agences et multilatérales, ainsi que des opérations de maintien de la paix et des opérations internationales. Il a notamment été commandant d'un bataillon kényan dans l'ATMIS en Somalie pendant un an, de 2013 à 2014, et commandant d'une équipe de sécurité multi-agences dans la forêt de Boni, de juin 2017 à septembre 2019, où ils ont réussi à dégrader les terroristes d'Al-Shabaab et à réduire considérablement leurs activités. Les principaux acteurs impliqués dans les opérations comprenaient l'armée, la police, les services de renseignement, les organisations non gouvernementales (ONG) et plusieurs ministères, départements et ministères, départements et agences gouvernementaux (MDA). La coopération civilo-militaire était essentielle. En raison du succès de l'opération sous son commandement, il a été invité à plusieurs reprises à donner des conférences sur les opérations multi-agences. À la suite de cette expérience, il a été nommé président adjoint du comité multi-agences, qui a rédigé la doctrine nationale multi-agences, aujourd'hui approuvée.

Il a notamment été instructeur à l'Académie militaire du Kenya (Kenya Military Academy ou KMA), commandant de l'école d'études sur la paix et les conflits (Peace and Conflicts Studies School ou PCSS) au Centre international de formation au soutien de la paix (International Peace Support Training Centre ou IPSTC), et a donné des conférences sur les opérations multi-agences aux institutions de formation du commandement au sein des forces armées kényanes.

Il a participé aux missions de maintien de la paix de la FORPRONU en ex-Yougoslavie en 1992, de l'ONUB au Burundi en 2005, de l'UNMISS au Sud-Soudan en 2011, de l'ATMIS en Somalie en 2014 et de la MINUSMA au Mali en 2015.

Au cours de son service au sein des Forces de défense du Kenya, il a suivi une formation très complète incluant un passage au Collège interarmées de défense français en France et au Collège royal d'études de défense au Royaume-Uni. Il est titulaire d'un master en sécurité et stratégie internationales du Kings College de Londres.

Le colonel (retraité) Marrow est né le 27 juillet 1967 au Kenya. Il a fréquenté l'école de 1973 à 1985, avant d'obtenir son diplôme de fin d'études secondaires. Il s'est engagé dans les Forces de défense kényanes (KDF) en 1988 et a obtenu son diplôme de cadet en 1989. Après avoir terminé sa formation de cadet, il a été affecté à une unité d'infanterie. Il a occupé divers postes au sein des forces de défense kényanes. Après 35 ans de service, il a pris sa retraite de colonel à l'âge de 56 ans, avec une expérience en matière de commandement, d'état-major et de formation.

M. Émile Ouédraogo est professeur adjoint de pratique au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, spécialisé dans les questions liées à l'élaboration de stratégies de sécurité nationale et à la réforme et à la gouvernance du secteur de la sécurité. Depuis 2007, il a collaboré avec le Centre d'études stratégiques de l'Afrique dans le cadre de plus de 60 activités en tant que conférencier, facilitateur et auteur. Il travaille également avec l'ONU, l'UA, la CEDEAO, Just Future (Pays-Bas), Partners Global (États-Unis), la Fondation Konrad Adenauer (Allemagne) et la Fondation Friedrich Ebert (Allemagne). Il est membre du comité exécutif du Réseau africain

du secteur de la sécurité et président fondateur de la Fondation pour la sécurité du citoyen du Burkina Faso (FOSEC).

Avant de rejoindre le Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, M. Ouédraogo a effectué une mission de six mois auprès de l'Union africaine en 2017 en tant qu'expert en réforme du secteur de la sécurité et en gouvernance pour Madagascar. Il est actuellement expert consultant senior pour l'ONU au Mali et également expert international en RDC pour le projet néerlandais « Just Future ». En tant que ministre de la Sécurité du Burkina Faso de 2008 à 2011, il a initié et développé une stratégie de sécurité intérieure et a opérationnalisé le concept de police de proximité et de participation communautaire dans la gestion des questions de sécurité.

Après 32 ans de service dans l'armée burkinabé, il a quitté le service actif en 2012 avec le grade de colonel, après avoir occupé des postes tels que ceux d'aide de camp du Premier ministre, de commandant du régiment de soutien, de commandant du régiment d'infanterie commando et de chef des renseignements militaires. M. Ouédraogo a été parlementaire à l'Assemblée nationale du Burkina Faso et au Parlement de la CEDEAO, où il a siégé dans les commissions des affaires politiques, de la paix, de la défense et de la sécurité. À ce titre, il a effectué des missions d'information et d'enquête dans la plupart des 15 pays de la CEDEAO.

Il a obtenu un doctorat du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, en France, sur la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance dans la région de la CEDEAO, ainsi qu'un master en études stratégiques de l'université d'Ibadan, au Nigeria.

Mme Fairlie Chappuis est experte indépendante en matière de conflits et de sécurité. Elle possède dix-huit ans d'expérience dans le domaine de la sécurité et de la justice en période de transition et après les conflits. Elle a publié de nombreux ouvrages sur ces sujets et réalisé des projets pour diverses organisations internationales, dont les Nations unies, l'OSCE, le Conseil danois pour les réfugiés, le projet de Recherche sur les armes légères (Small arms survey) basé à Genève et le Centre pour la coopération internationale de l'Université de New York, entre autres. Elle est membre du groupe consultatif sur la réforme du secteur de la sécurité des Nations unies, experte inscrite sur la liste de l'équipe consultative internationale du secteur de la sécurité (ISSAT-DCAF) et membre du pool d'experts suisse pour la consolidation civile de la paix. Auparavant, elle a travaillé à la Division de la politique et de la recherche du Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) et au Centre de recherche SFB700 consacré gouvernance dans les zones à statut étatique limité de l'Université libre de Berlin. Elle est aujourd'hui professeur adjoint au Centre d'études stratégiques de l'Afrique et a été chercheur affilié à l'Université d'Oslo et à swisspeace à l'Université de Bâle, ainsi que chercheur invité à l'Institut Kofi Annan pour la transformation des conflits à l'Université du Liberia et au Stimson Center à Washington D.C. Elle est diplômée de l'Université d'Auckland et de l'Institut universitaire de hautes études de Genève, ainsi que titulaire d'un doctorat de l'Université libre de Berlin.

M. Ibrahim Yahaya Ibrahim est directeur adjoint du projet Sahel à l'International Crisis Group. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université de Floride, où il est également cofondateur et associé de recherche du Groupe de recherche sur le Sahel. Il a travaillé avec des ONG au Niger, notamment en tant que directeur exécutif du bureau nigérien de la Fondation internationale Albasar. Il a une formation en sociologie, en jurisprudence islamique et en gestion.

M. Ibrahim est un ancien élève du programme Fulbright et un analyste de Freedom in the World, en tant qu'expert du Niger et de la Mauritanie. Il a travaillé pendant quatre ans avec des ONG islamiques au Niger, dont deux ans en tant que directeur exécutif du bureau nigérien de la Fondation internationale Albasar. Il a une formation en sociologie, en jurisprudence islamique et en gestion, et est diplômé de l'Université islamique de Say et de l'Université Abdou Moumouni de Niamey.

Le colonel (retraité) Marrow est un colonel à la retraite qui compte 35 ans de service au sein des Forces de Défense du Kenya et une expérience en matière de commandement, d'état-major et de formation. Il a notamment été commandant d'un bataillon kényan dans l'ATMIS en Somalie pendant un an, de 2013 à 2014, et commandant d'une équipe de sécurité multi-agences dans la forêt de Boni, de juin 2017 à septembre 2019, où nous avons réussi à dégrader les terroristes d'Al-Shabaab et à réduire considérablement leurs activités. Les principaux acteurs impliqués dans les opérations comprenaient l'armée, la police, les services de renseignement, les organisations non gouvernementales (ONG) et plusieurs ministères, départements et agences du gouvernement (MDA). La coopération civilo-militaire était essentielle. En raison du succès de l'opération sous son commandement, il a été invité à plusieurs reprises à donner des conférences sur les opérations multi-agences. À la suite de cette expérience, il a été nommé président adjoint du comité multi-agences, qui a rédigé la doctrine nationale multi-agences, aujourd'hui approuvée.

Il a notamment été instructeur à l'Académie militaire du Kenya (KMA), commandant de l'école d'études sur la paix et les conflits (PCSS) au Centre international de formation au soutien de la paix (IPSTC), et a donné des conférences sur les opérations multi-agences aux institutions de formation du commandement au sein des forces armées kényanes.

Il s'est engagé dans les forces de défense du Kenya (KDF) en 1988 et a obtenu son diplôme de cadet en 1989. Il a été affecté à une unité d'infanterie après avoir terminé sa formation de cadet. Au sein des KDF, il a occupé divers postes. Après 35 ans de service, il a pris sa retraite en tant que colonel à l'âge de 56 ans, avec une expérience en matière de commandement, d'état-major et de formation.

Il a participé aux missions de maintien de la paix de la FORPRONU en ex-Yougoslavie en 1992, de l'ONUB au Burundi en 2005, de l'UNMISS au Sud-Soudan en 2011, de l'ATMIS en Somalie en 2014 et de la MINUSMA au Mali en 2015. Au cours de son service au sein des KDF, il a suivi une formation complète incluant l'École d'état-major interarmées française en France et le Royal

College of Defence Studies au Royaume-Uni. Il est titulaire d'un master en sécurité et stratégie internationales du Kings College de Londres.

Mme Kemi Okenyodo est une experte reconnue en matière de sécurité, de gouvernance et de développement, en particulier dans le contexte nigérian et plus largement africain. Elle s'est forgé une réputation de figure de proue dans ces domaines grâce à l'étendue de son travail à divers titres. Sa carrière est marquée par son engagement profond à améliorer la gouvernance de la sécurité et à promouvoir des stratégies de développement inclusives. Son expertise est fréquemment sollicitée pour la formulation de politiques, l'élaboration de programmes et le renforcement des capacités, ce qui fait d'elle une voix respectée dans les forums nationaux et internationaux sur les questions de sécurité et de gouvernance.

Outre ses réalisations professionnelles, Kemi Okenyodo est connue pour son rôle actif dans la société civile, où elle a joué un rôle déterminant dans la promotion des réformes de la gouvernance et de la responsabilité dans le secteur de la sécurité. Son travail fait souvent le lien entre les agences gouvernementales, les organisations de la société civile et les organismes internationaux, favorisant des approches collaboratives pour relever des défis complexes en matière de sécurité. Ses contributions s'étendent au mentorat et au leadership éclairé, où elle inspire les autres par son dévouement à la création de sociétés plus sûres et plus justes. Son influence est évidente dans les nombreux projets et initiatives qu'elle a dirigés ou auxquels elle a contribué, reflétant son engagement durable à améliorer le paysage de la sécurité et de la gouvernance en Afrique.